


**Menthon
Routier**

Double je
LUNDI 9 JUIN

John Elkann exhorte les patrons de presse à « rester calmes »

Administrateur de News Corp, le groupe de Rupert Murdoch, et propriétaire du quotidien *La Stampa*, l'impassible John Elkann reçoit à Turin des directeurs de journaux à l'occasion de leur 66^e congrès international. Avant qu'une palanquée de gourous ne viennent étaler leurs prédictions cataclysmiques sur l'avenir d'une industrie de l'information prise en étau entre les géants de l'Internet et des lois liberticides, l'héritier Agnelli fait afficher un grand panneau lumineux avec une sentence simple, curieusement surmontée d'une couronne royale : « *Stay calm* ». Il sort ensuite son smartphone, prend en photo l'assistance et prononce une seconde maxime : « *Think mobile first* ». Le président trentenaire de Fiat, qui partage la même passion pour la presse que son grand-père Gianni Agnelli, a engagé *La Stampa* dans une révolution numérique à tous crins, notamment via un accord avec Google. Le soir même, lors d'une visite privée un peu surréaliste dans les locaux qu'il a offerts en 2012 à la rédaction, on découvre un univers où tout est ouvert, concentrique, blanc et immaculé, à l'exception de cabines jaune vif où les journalistes peuvent s'isoler pour téléphoner, avec leurs mobiles, bien sûr. Sur une table sont vissés les *devices* (tablettes, ordinateurs, smartphones...) sur lesquels vibrent les éditions online. Quant à la version papier, elle sera imprimée cette nuit à 324 000 exemplaires. Cent mille de moins qu'il y a deux ans.

VENDREDI 13

L'affaire Alstom mine les relations entre l'Élysée et Montebourg

Jean-Pierre Jouyet, secrétaire général de l'Élysée, est furieux contre Arnaud Montebourg qui, selon lui, n'a cessé de brouiller les cartes « au prétexte de faire monter les enchères » sur le dossier Alstom, alors que la solution General Electric, partenaire de longue date de la France, voulue par Patrick Kron, le patron de l'entreprise, a sa faveur – et celle du président de la République. Le bouillant ministre du Redressement productif a poussé l'allemand Siemens, ennemi historique d'Alstom, puis a appelé à la rescousse le japonais Mitsubishi (lire page 30). « *Au-delà de celui de se mettre en avant dans un dossier qui lui avait échappé, on ne sait quels intérêts l'ont poussé à avoir complexifié et politisé à ce point cette affaire* », a confié à des proches Jean-Pierre Jouyet, qui observe le vol groupé des banques d'affaires autour du ministre à cette occasion, et ce pour leur plus grand profit. De son côté, Arnaud Montebourg multiplie les provocations, en affichant ouvertement, devant témoins, son mépris pour le chef de l'État. « *Ce que Hollande dit ou fait n'a pour moi pas la moindre importance* », a ainsi ricané le ministre, dans la salle de maquillage d'une chaîne de télévision.

LUNDI 16

Pour séduire l'opinion, Hollande promeut le chiraquien Toubon

« *Un homme de droite, pourquoi pas ? Mais Jacques Toubon, tout de même !* » Voilà, en substance, ce que disent plusieurs personnalités socialistes après la décision de François Hollande de proposer l'ex-ministre au poste de défenseur des droits. On lui reproche son âge (73 ans) et ses prises de positions passées, notamment sur l'homosexualité. Mais ce qui pose problème à la gauche, en réalité, c'est la promotion d'un chiraquien pur jus. Le nœud est là. C'est d'ailleurs à la demande personnelle de Bernadette Chirac que François Hollande a proposé Jacques Toubon. Une façon de remercier Jacques Chirac, dont il est convaincu que le soutien pendant la campagne électorale a été décisif ? On en doute, tant on sait que la reconnaissance n'est pas la vertu principale du chef de l'État. En réalité, celui-ci considère que la reconquête de l'opinion et sa réélection passent par la gauche de la droite, et donc par la mouvance chiraquienne en ce qu'elle a de radical-socialiste. A quoi s'ajoute son souci « *de ne surtout pas tomber dans le syndrome de l'État PS* », comme l'a dit Claude Bartolone, président de l'Assemblée nationale, dont la commission des lois va devoir adouber Toubon.

LUNDI 16

Immigré et PDG, Mohed Altrad n'est pas près de quitter la France

« *Ils sont dans un trou, et moi, je sais ce qu'est avoir été dans un trou, j'espère leur avoir été un peu utile.* » Mohed Altrad, avec sa voix mal affirmée et des silences inhabituels chez un patron membre du Top-100 des fortunes françaises, nous raconte dans une conversation d'une rare intensité ses « *déracinements successifs* » et les points communs qu'il se trouve avec la trentaine de détenus qu'il a rencontrés récemment à la prison de Villeneuve-lès-Maguelone, dans la banlieue de Montpellier, ville dont il possède le club de rugby. Religion, business, sport : Altrad n'aime rien tant que d'échanger dans les lycées, les prisons, mais aussi dans les rédactions. Accueilli comme boursier en France pour être formé en informatique, il a acheté en 1985 une petite entreprise qu'il a rebaptisée à son nom et développée ; c'est maintenant un groupe de 850 millions d'euros de chiffre d'affaires, présent sur les marchés de l'échafaudage, de la bétonnière et de la brouette. Quand on demande à ce fils de Bédouin syrien, devenu millionnaire, s'il se verrait un jour quitter son pays d'adoption pour des raisons fiscales, la réponse coule de source, comme tout ce que dit ce taiseux promu il y a quelques mois officier de la Légion d'honneur : « *Je ne vais pas la quitter, la France, elle m'a fabriqué !* » Son fabuleux destin est-il reproductible ? « *Ouï.* » ■